

CORRUPTION ITALIENNE À LA CARTE

LE 23 OCTOBRE 2012 SYLVAIN LAPOIX

Une jolie carte de *Il Sole 24 Ore* sur la corruption sur fond de récente interpellation du Président de la Lombardie, en Italie, qui met en lumière l'augmentation des scandales politico-financiers suite à la décentralisation. Le Nord n'a plus à jalouser le Sud dans les affaires de corruption.



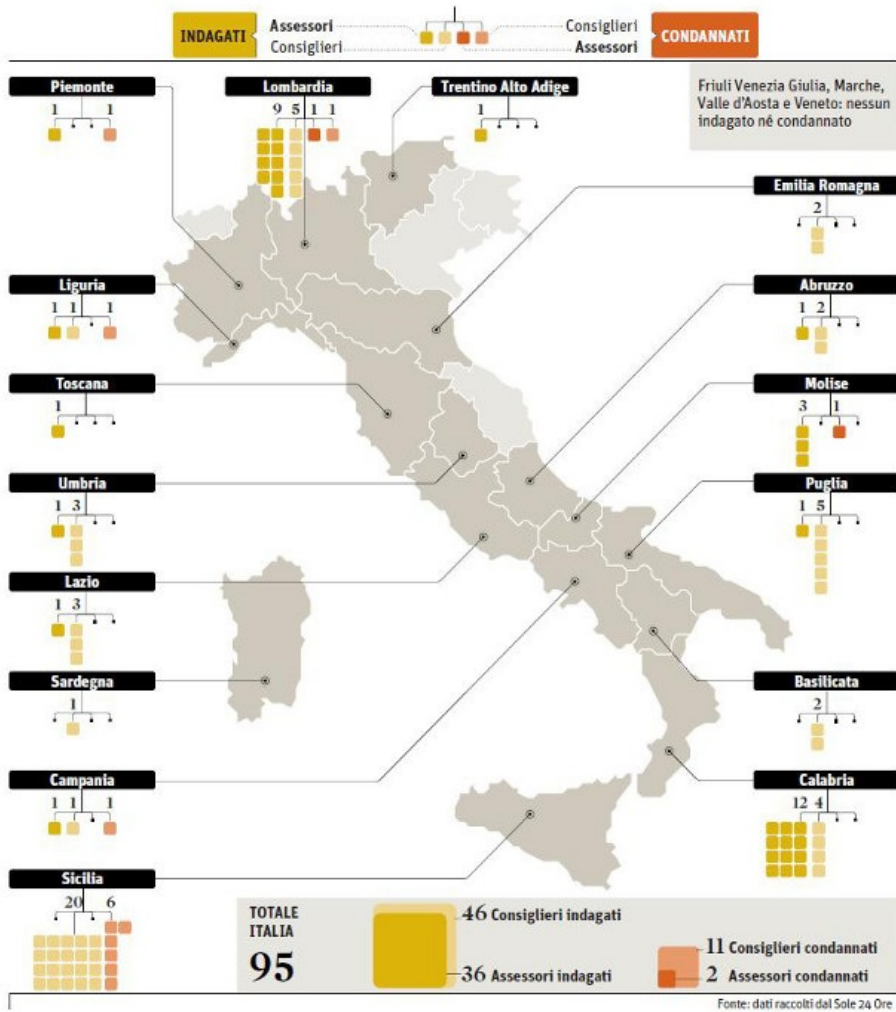
Veille data

La rupture historique entre Italie du Nord et du Sud semble se résorber sur un point : en matière de corruption, la plaine du Pô rivalise désormais avec la pointe de la botte.

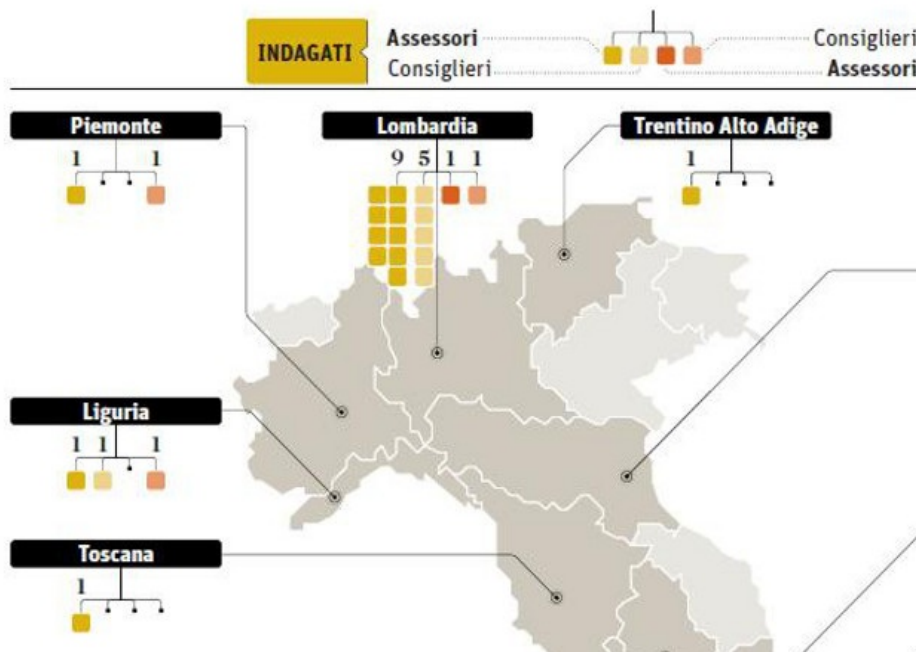
Dans une carte aussi élégante qu'informative, le quotidien économique italien *Il Sole 24 Ore* a répertorié, par région, les mises en accusations et condamnations ayant frappé élus et agents des conseils : 7% des 1 300 conseillers et administrateurs sont actuellement en examen ou ont été jugés coupables de faits de corruption et autres délits politico-financiers.

La geografia del malgoverno

Numero di consiglieri e assessori sotto inchiesta e già condannati. Valle d'Aosta, Veneto, Friuli Venezia Giulia e Marche non hanno indagati o condannati



Depuis la décentralisation qui a élargi en 2001 les prérogatives de ces instances, les scandales se sont multipliés, doux mélange de manipulation électorale et de détournement d'influence. Le dernier en date (et non des moins spectaculaires) a vu le président du conseil de Lombardie (région de Milan), Domenico Zambetti, **embarqué et mis en détention pour des liens avec le crime organisé calabrais, la 'Ndrangheta**. L'élu est suspecté d'avoir "acheté" sa victoire aux élections régionales de 2010 par une livraison de 4 000 voix acquises par la mafia, à raison de 50 € le bulletin. En plus du président de la région, une vingtaine de personnes ont été visées par l'opération de police. De quoi élever ce scandale au rang de plus grosse affaire politico-financière des régions italiennes depuis **le Laziogate** [it] en 2007.



Cette actualité met en lumière un fait que la carte d'*Il Sole* érige en évidence : contrairement à l'imagerie populaire bâtie sur l'affaire Falcone, la corruption et les scandales politiques ne sont pas le monopole du Mezzogiorno. Classés en jaune pour les mises en examens et rouges pour les condamnations, les élus ("*consiglieri*", en clair) et administrateurs ("*assessori*", en foncé) concernés par de telles affaires sont certes plus nombreux en Sicile (20 administrateurs mis en examen et 6 condamnés). Mais, au second rang, la Calabre (terre de la N'Drangheta précédemment citée) ne surpasse en scandales que d'une courte tête la très riche province de Milan, la Lombardie. Élément notable : la Sicile ne compte que des élus dans les personnels régionaux visés par des procédures là où les régions du Nord voient leurs administrateurs appelés en plus grand nombre au tribunal.

La majorité des affaires visant les personnels des régions portent sur la corruption et les délits associés (extorsion, détournement et abus de pouvoir), suivis du financement illégal. Les cas liant élus ou administrateurs à la mafia, la prostitution ou les attributions de marchés publics ou de permis de construire n'arrivent qu'en queue de peloton. Sur les vingt régions italiennes, seules quatre sont actuellement, d'après les informations d'*Il Sole*, vierges de toute procédure judiciaire.

Photo par **Chris Beckett [CC-by-ncnd]**

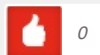
ARTHUR

le 23 octobre 2012 - 16:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Elegante", "informative"... peut-être mais cette carte est tout sauf...une carte ! Toutes les données sont représentées hors du territoire et du coup, la géographie de la corruption se trouve vidée de sa substance, faute de représentation. Cette carte est ni plus ni moins qu'une table excel un peu sexy... Ne trouvez-vous que c'est un comble de devoir "lire" (et non voir) les informations de la carte dans ses marges ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE